

Pôle des Politiques Publiques

Section environnement et Guichet Unique ICPE

Arrêté Préfectoral Complémentaire N° 58-2024-11-25-00004

**portant prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n°95-P-3850 du 6 décembre 1995
autorisant la société SUEZ ORGANIQUE SAS (ex-Terralys) à exploiter une installation de compostage
sur le territoire de la commune de Champvert**

La Préfète de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'environnement, notamment son article L. 181-14 ;
- VU** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret du 27 avril 2023 portant nomination de M. Ludovic PIERRAT en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;
- VU** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de Mme Fabienne DECOTTIGNIES en qualité de Préfète de la Nièvre ;
- VU** l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998, modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, en particulier sa section IV ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du Code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 avril 2020 modifié par l'arrêté du 20 avril 2021 précisant les modalités d'épandage des boues issues du traitement des eaux usées urbaines pendant la période de Covid-19 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 95-P-3850 du 6 décembre 1995, modifié par l'arrêté n° 98-P-346 du 6 février 1998, portant autorisation d'exploiter une installation de compostage sur la commune de Champvert ;

- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2024-11-11-00001 du 11 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Ludovic PIERRAT, Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;
- VU** la déclaration du 19 décembre 2019, modifiée les 5 octobre 2020, 16 juin 2021 et 14 mars 2022 de la société SUEZ ORGANIQUE, dont le siège social est 38 avenue Jean Jaurès 78440 Gargenville, en vue de modifier son installation de compostage sur la commune de Champvert portant sur une demande de constitution d'un plan d'épandage des composts non normés et des lixiviats ;
- VU** l'arrêté du Préfet de région du 16 juillet 2020 portant décision d'examen au cas-par-cas en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement ;
- VU** l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 22 octobre 2020 ;
- VU** les avis de la Chambre d'Agriculture de la Nièvre en date du 30 novembre 2020 et du 27 septembre 2021 ;
- VU** les avis de la Direction Départementale des Territoires de la Nièvre en date du 7 décembre 2020 et du 17 septembre 2021 ;
- VU** le rapport du 9 octobre 2024 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 10 octobre 2024 en application de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;
- VU** l'absence de réponse de l'exploitant sur le projet d'arrêté susvisé ;
- CONSIDÉRANT** que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2980-3, 3532, 2170-1 et 2260-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n° 95-P-3850 du 6 décembre 1995, susvisé ;
- CONSIDÉRANT** que les modifications de l'installation envisagées par la société SUEZ ORGANIQUE portent sur la constitution d'un plan d'épandage des composts non normés et des lixiviats générés au cours du processus de compostage ;
- CONSIDÉRANT** que les modifications de l'installation envisagées par la société SUEZ ORGANIQUE relèvent de la rubrique n°26 a) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement, qui soumet à examen au cas par cas les projets d'épandage ;
- CONSIDÉRANT** que, par arrêté du 16 juillet 2020, susvisé, l'autorité environnementale a décidé que le projet de plan d'épandage n'est pas soumis à une évaluation environnementale ;
- CONSIDÉRANT** que les modifications pré-considérées ne sont pas substantielles au titre de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** qu'il convient toutefois d'encadrer les conditions de mise en œuvre du plan d'épandage ;
- CONSIDÉRANT** que ces précisions sont nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** que les nouvelles caractéristiques techniques de l'installation doivent être prises en compte dans la rédaction des prescriptions applicables à l'exploitant ;
- SUR** proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Nièvre ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Identification

La société SUEZ ORGANIQUE, dont le siège social est situé 38 avenue Jean Jaurès - 78440 Gargenville, qui est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de CHAMPVERT, une plate-forme de compostage située Zone Industrielle du Pré Charpin, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de la Préfète de la Nièvre, les dispositions des articles suivants.

Article 2 : Épandages autorisés

Les épandages non décrits dans le présent arrêté sont interdits.

L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage d'une partie de ces deux déchets produits :

- les lots de composts qui ne pourraient être normés selon la norme NFU 44-095 ou NFU 44-295 mais qui respectent les prescriptions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, susvisé, à hauteur de 503 tonnes de compost par an,
- les lixiviats, fraction liquide des effluents issus du processus de compostage, à hauteur de 4 500 m³ de lixiviats par an.

Les parcelles sur lesquelles l'épandage est autorisé sont décrites en annexe 1 du présent arrêté et représentées sur la cartographie en annexe 2. L'épandage est interdit dans les parcelles situées dans le périmètre de protection du captage « Sources de Bussière » à Champvert.

La distance d'épandage par rapport aux habitations est au minimum de 100 mètres.

L'épandage de ces deux types de déchets respecte les prescriptions du présent arrêté.

Article 3 : Règles générales

L'épandage des composts non-normés et des lixiviats sur ou dans les sols agricoles doit respecter les règles définies par les articles 36 à 42 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, modifié, par l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998, susvisés, et par l'arrêté relatif au 6^{ème} programme d'action de la directive nitrates à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole.

L'épandage des composts non-normés doit aussi respecter les règles définies par l'arrêté ministériel du 30 avril 2020, modifié par l'arrêté ministériel du 20 avril 2021, susvisé, précisant les modalités d'épandage des boues issues du traitement des eaux usées urbaines pendant la période de Covid-19.

L'épandage ne peut être réalisé que si des contrats ont été établis entre le producteur des déchets et l'agriculteur exploitant les terrains lorsque celui-ci n'est pas le titulaire de la présente autorisation. Ces contrats définissent les engagements de chacun, ainsi que leur durée.

Article 4 : Déchets à épandre

Les déchets à épandre sont constitués exclusivement de composts non normés et de lixiviats issus de l'activité de compostage objet du présent arrêté.

La quantité de compost non-normé à épandre est limitée à 503 tonnes par an.

La quantité de lixiviats à épandre est limitée à 4 500 m³ par an.

Ces deux types de déchets sont à valoriser sur des parcelles différentes lors d'une même année.

Aucun autre déchet ne pourra être incorporé à ceux-ci en vue d'être épandu. Seuls les composts non-normés et les lixiviats ayant un intérêt pour les sols ou pour la nutrition des cultures peuvent être épandus.

Article 5 : Filières alternatives

Le cas échéant, les composts non-normés produits en surplus des 503 tonnes autorisées à être épandues doivent être évacués et traités en tant que déchets dans des installations dûment autorisées. En aucun cas, ce surplus de production de compost non-normé ne peut être épandu dans le cadre du plan d'épandage des installations de SUEZ ORGANIQUE.

Durant les périodes où l'épandage des lixiviats ne sera pas possible, ceux-ci doivent être acheminés vers une station d'épuration urbaine disposant d'une aire de dépotage.

Conformément à l'arrêté d'autorisation du 6 décembre 1995, susvisé, ces lixiviats peuvent être utilisés pour arroser les andains sur la plateforme de compostage.

Article 6 : Caractéristiques de l'épandage

Les déchets à épandre présentent les caractéristiques suivantes :

- pH compris entre 6,5 et 8,5,
- matières fertilisantes : azote,

Teneurs limites en éléments-traces métalliques dans les déchets ou effluents		
Éléments-traces métalliques	Valeur limite dans les déchets ou effluents (mg/kg MS)	Flux cumulé maximum apporté par les déchets ou effluents en 10 ans (g/m ²)
Cadmium	10	0,02
Chrome	1000	1,5
Cuivre	1000	1,5
Mercure	10	0,02
Nickel	200	0,3
Plomb	800	1,5
Zinc	3000	4,5
Chrome+Cuivre+Nickel+Zinc	4000	6

Teneurs limites en composés-traces organiques dans les déchets ou effluents				
Composés-traces organiques	Valeur Limite ou effluents dans les déchets (mg/kg MS)		Flux cumulé maximum apporté par les déchets ou effluents en 10 ans (mg/m ²)	
	Cas général	Épandage sur pâturage	Cas général	Épandage sur pâturage
Total des 7 principaux PCB (*)	0,8	0,8	1,2	1,2
Fluoranthène	5	4	7,5	6
Benzo(b)fluoranthène	2,5	2,5	4	4
Benzo(a)pyrène	2	1,5	3	2

(*) PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180

Toute modification notable des parcelles, des surfaces d'épandage ou de la composition des déchets à épandre est subordonnée à une mise à jour de l'étude préalable dans les conditions fixées à l'article 38 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, modifié, susvisé.

Article 7 : Quantité maximale annuelle à épandre à l'hectare

Quels que soient les apports de fertilisants azotés, compatibles avec le respect de l'équilibre de la fertilisation, les apports des déchets ne doivent pas excéder :

- pour l'épandage des composts non-normés : 4,3 t à 6 t de compost brut par hectare selon le type de culture et de sol, avec un coefficient de sécurité de 30 % et une rotation de 3 ans :
 - 30 t de matière sèche sur 10 ans,
 - 40 unités d'azote total sur les parcelles situées en zone classée vulnérable aux nitrates et cultivées en CIPAN ;
- pour l'épandage des lixiviats : 100 m³ par hectare, soit 0,3 tonne de matière sèche par hectare, avec un coefficient de sécurité de 30 % et une rotation de 1 à 2 ans :
 - 30 t de matière sèche sur 10 ans,
 - 40 kg d'azote efficace par hectare sur CIPAN,
 - 60 kg d'azote efficace par hectare avant un tournesol.

Les doses d'apport sont déterminées en fonction :

- du type de culture et de l'objectif réaliste de rendement,
- des besoins des cultures en éléments fertilisants disponibles majeurs, secondaires et oligo-éléments, tous apports confondus,
- des teneurs en éléments fertilisants dans le sol, les effluents et tous les autres apports,
- des teneurs en éléments ou substances indésirables des effluents à épandre,
- de l'état hydrique du sol,
- de la fréquence des apports sur une même année ou à l'échelle d'une succession de cultures sur plusieurs années,
- du contexte agronomique et réglementaire local (programme d'action)

Les parcelles autorisées à recevoir les déchets de l'exploitant ne pourront recevoir aucun effluent en provenance d'un autre producteur. Le contrat entre le producteur et l'agriculteur stipulera explicitement cette exigence.

Article 8 : Dispositifs d'entreposage

Le stockage des composts est réalisé sur une aire dédiée de la plate-forme de compostage et de manière temporaire sur les parcelles avant d'être épandues dans les conditions prévues à l'article 40 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, modifié, susvisé.

Les lixiviats (fraction liquide des effluents de lagunage) sont stockés sur la plateforme de compostage, dans la lagune dédiée à cet effet.

Les dispositifs permanents d'entreposage des déchets sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable.

Article 9 : Période d'épandage

Les périodes d'épandage et les quantités épandues sont adaptées de manière :

- à assurer l'apport des éléments utiles aux sols ou aux cultures sans excéder les besoins, compte tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, les amendements et les supports de culture,
- à empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, une percolation rapide,

- à empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque écotoxicologique,
- à empêcher le colmatage du sol, notamment par les graisses.

L'épandage est interdit :

- pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé,
- pendant les périodes de forte pluviosité et pendant les périodes où il existe un risque d'inondation,
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies ou des forêts exploitées,
- sur les terrains à forte pente, dans des conditions qui entraîneraient leur ruissellement hors du champ d'épandage,
- à l'aide de dispositifs d'aéro-aspiration qui produisent des brouillards fins lorsque les effluents sont susceptibles de contenir des micro-organismes pathogènes.

Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les déchets et d'éviter toute pollution des eaux.

Sous réserve des prescriptions fixées en application de l'article L. 1321-2 du Code de la santé publique, l'épandage des composts non-normés et des lixiviats respecte les distances et délais minima prévus au tableau de l'annexe VII-b de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, modifié, susvisé.

Article 10 : Programme prévisionnel d'épandage

L'exploitant établit un programme prévisionnel annuel d'épandage, en accord avec les exploitants agricoles, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. Il comprend :

- la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage) sur ces parcelles,
- une analyse des sols portant sur les paramètres mentionnés à l'article 13 du présent arrêté,
- une caractérisation des boues à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique, etc.),
- les préconisations spécifiques d'utilisation des boues (calendrier et doses d'épandage par unité culturale),
- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.

Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées et transmis à la Préfète de la Nièvre.

Article 11 : Cahier d'épandage

L'exploitant tient à jour un cahier d'épandage, qui sera conservé pendant une durée de dix ans.

Ce cahier comporte les informations suivantes :

- les quantités de déchets épandus par unité culturale,
- les dates d'épandage,
- les parcelles réceptrices et leur surface,
- les cultures pratiquées ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage,
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les déchets, avec les dates de prélèvements et de mesure, ainsi que leur localisation,
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

Ce cahier d'épandage est renseigné de manière inaltérable à la fin de chacune des journées au cours desquelles des épandages ont été effectués. À tout moment, l'exploitant peut justifier de

la localisation des déchets produits (entreposage, transport, épandage) en référence à sa période de production et aux analyses réalisées.

Article 12 : Auto-surveillance des déchets à épandre

Article 12.1 – Généralités

Le volume des composts non-normés et des effluents épandus est mesuré soit par des compteurs horaires totalisateurs dont sont munies les pompes de refoulement, soit par mesure directe, soit par tout autre procédé équivalent.

L'exploitant effectue des analyses des déchets lors de la première année d'épandage ou lorsque des changements dans les procédés ou les traitements sont susceptibles de modifier leur qualité.

Ces analyses (compost non-normé et lixiviats) portent sur :

- valeur agronomique des boues (PH, taux de matière sèche, matière organique, azote Kjeidhal, phosphore, calcium, magnésium, potassium),
- éléments-traces métalliques (Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn, Se),
- composés-trace organiques (HAP, PCB 28, 52, 101, 118, 153, 180).

Les analyses des déchets portant sur les éléments-traces métalliques et les composés-traces organiques sont réalisées dans un délai tel que les résultats d'analyses sont connus avant réalisation de l'épandage.

Les analyses portant sur la valeur agronomique des boues sont réalisées dans un délai le plus bref possible avant épandage et tel que les résultats d'analyses sont connus avant réalisation de l'épandage.

L'analyse de compost est réalisée par lot au terme d'un mois et demi de maturation, avant chaque épandage.

En cas de modification de la capacité de production annuelle nominale de déchets, la fréquence d'analyse pourra évoluer. Dans tous les cas, elle devra respecter les valeurs définies par l'annexe IV de l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998, susvisé, fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles.

Article 12.2 – Auto-surveillance pendant la période de Covid-19

Surveillance des composts non-normés

Conformément à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 avril 2020 modifié, susvisé, chaque lot de composts non-normés doit faire l'objet d'un enregistrement du suivi des températures, de la durée de compostage et du nombre de retournements.

Le producteur du compost non-normé tient à disposition de la Préfète de la Nièvre les résultats d'analyses garantissant le respect des critères d'hygiénisation définis par la norme NF U 44-095.

Surveillance des lixiviats

Le producteur des lixiviats tient à disposition de la Préfète de la Nièvre les résultats d'analyses garantissant le respect des critères d'hygiénisation définis à l'article 16 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998, susvisé.

Ces analyses portent sur :

Agent pathogène	Valeur limite d'émission (VLE)
Salmonella	< 8 NPP/10 g MS
entérovirus	< 3 NPPUC/10 g MS
oeufs d'helminthes pathogènes viables	< 3/10 g MS

L'exploitant établit un suivi des coliformes thermotolérants.

Article 13 : Surveillance des sols

Les sols sont analysés en des points représentatifs des parcelles ou zones homogènes pour suivre les teneurs en éléments-traces métalliques dans les sols. L'exploitant définit à ce titre un réseau de parcelles de référence.

Sur chaque point de référence, représentatif d'une zone homogène du point de vue cultural et pédologique et repéré par ses coordonnées Lambert, les sols doivent être analysés :

- avant le premier épandage,
- après l'ultime épandage (en cas d'exclusion du périmètre d'épandage de la où des parcelles sur lesquelles ils se situent),
- au minimum tous les dix ans.

Ces analyses portent sur le pH et sur les éléments et substances figurant aux tableaux de l'article 6 du présent arrêté. Les résultats respectent les valeurs ci-dessous et sont commentés par l'exploitant.

Éléments-traces dans les sols	Valeur Limite (mg/kg MS)
Cadmium	2
Chrome	150
Cuivre	100
Mercure	1
Nickel	50
Plomb	100
Zinc	300

Article 14 : Bilan annuel des épandages

L'exploitant réalisera annuellement un bilan des opérations d'épandage qui sera adressé à la Préfète de la Nièvre et aux agriculteurs concernés.

Il comprend :

- les parcelles réceptrices,
- un bilan qualitatif et quantitatif des effluents ou déchets épandus,
- l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments où substances indésirables apportées sur chaque unité culturale, et les résultats des analyses de sol,
- les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaire qui en découlent,
- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

Article 15 : Notification et publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article [R. 181-44](#).

Le présent arrêté est notifié à la société SUEZ ORGANIQUE.

Article 16 : Délais et voies de recours

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

- 1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte lui a été notifié.
- 2° par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44,
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la Préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le Tribunal Administratif peut également être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 17 : Exécution

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre,
- le Maire de Champvert,
- le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, région Bourgogne-Franche-Comté,
- le Responsable de l'Unité interdépartementale Nièvre/Yonne de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté, en charge de l'Inspection des installations classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs des services de l'État dans la Nièvre, dont une copie sera adressée au Directeur départemental des territoires de la Nièvre, au Directeur départemental de la Nièvre de l'Agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté et l'original transmis au Directeur des archives départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers, le **25 NOV. 2024**

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Ludovic PIERRAT

S 2 NGA. 5054

1000

ANNEXE 1 : TABLEAU DES PARCELLES

Commune parcelle	Réf. cadastrales	Point référence	Aptitudes				Surf. tot.	SPE	Cause d'exclusion
			Surfa ce Apt. 2	Surfa ce Apt. 1B	Surfa ce Apt. 1A	Surfa ce Apt. 0			
DIENNES AUBIGNY (58)	H 66, 75, 76, 74, 202, 80, 79, 78, 65	09-59-1; 09-59-2	25,49			1,25	26,74	25,49	Habitations
DIENNES AUBIGNY (58)	H 99, 98, 91, 97, 155, 158, 101, 82	09-60-1; 09-60-2	40,03			4,00	44,03	40,03	Habitations + Cours d'eau pente <7%
DIENNES AUBIGNY (58)	H 118, 119, 120, 105, 103, 106, 107, 108, 109, 110, 165, 64, 65	09-61-1; 09-61-3; 09-61-2	74,71			10,63	85,34	74,71	Cours d'eau pente <7%
DIENNES AUBIGNY (58)	I 93		7,33				7,33	7,33	
DIENNES AUBIGNY (58)	I 131, 127, 126, 134, 132, 125, 135					41,88	41,88	0,00	Cours d'eau pente >7%
DIENNES AUBIGNY (58)	I 79, 82, 80	09-64-1	22,34			2,86	25,20	22,34	Cours d'eau pente <7%
DIENNES AUBIGNY (58)	E 78, 13, 55, 54, 90	09-65-1; 09-65-2	24,58			3,49	28,07	24,58	Habitations
DIENNES AUBIGNY (58)	D 15, 16, 17, E 66, 89, 68, 69, 67, 65, 64, 63, 61, 60, 62	09-66-1; 09-66-2; 09-66-3	43,33			8,62	51,95	43,33	Habitations + Cours d'eau pente <7%
DIENNES AUBIGNY (58)	E 18, 62, 63, 98, 10, 99, 100, 96, 7, 6, 94, 95, 96, 97	09-67-1; 09-67-2	54,95			3,07	58,02	54,95	Cours d'eau pente <7%

N° parcelle	Commune parcelle	Réf. cadastrales	Point référence	Aptitudes				Surf. tot.	SPE	Cause d'exclusion
				Surfa ce Apt. 2	Surfa ce Apt. 1B	Surfa ce Apt. 1A	Surfa ce Apt. 0			
10-01	AVRIL SUR LOIRE (58)	A122,123,125,127,128,182,585,714,642	10-01-1; 10-01-2				39,99	39,99	0,00	Zone inondable PPRI
10-02	AVRIL SUR LOIRE (58)	A94,265,266,267,550,551,552,553,554,555,557,784,157	10-02-1				23,28	23,28	0,00	Zone inondable PPRI
10-03	AVRIL SUR LOIRE (58)	A600,625,626,627,628,629,630,631	10-03-1; 10-03-2				29,00	29,00	0,00	Zone inondable PPRI
10-04	AVRIL SUR LOIRE (58)	A102,103,104,106,107,108,109,110,113,114,115,116,117,150,556,566,568	10-04-1; 10-04-2				44,06	44,06	0,00	Zone inondable PPRI
10-05	AVRIL SUR LOIRE (58)	B51,52,370		9,75			1,51	11,26	9,75	Habitations
10-06	AVRIL SUR LOIRE (58)	B82,383	10-06-1	6,97				6,97	6,97	

N° parcelle	Commune parcelle	Réf. cadastrales	Point référence	Aptitudes				Surf. tot.	SPE	Cause d'exclusion
				Surfa ce Apt. 2	Surfa ce Apt. 1B	Surfa ce Apt. 1A	Surfa ce Apt. 0			
14-01	ROUY (58)	ZN 02, 03	14-01-1				15,27	15,27	0,00	Non conforme ETM
14-03	MONT ET MARRE (58)	ZA 35, A 585, 22, 584, 721, ZC 2	14-03-2	20,89			2,32	23,21	20,89	Habitations
14-04	ROUY (58)	A 40, 41, 43,44,45,46,49,67,68,70,84,1097,1228,1378,1379,1380,1381,1382,1383,1384,1385,1386,1387,1388,1389,1390,1391,1392,1393,1394,1395,1396,1397.YA09, YB 01	14-04-1; 14-04-2; 14-04-3; 14-04-4; 14-04-5; 14-04-8; 14-04-9; 14-04-10	162,35			14,19	176,54	162,35	Cours d'eau pente <7% + Habitations
14-05	ROUY (58)	A 1369, 1371, 1373, YA 17	14-05-1; 14-05-2	34,58			3,88	38,46	34,58	Cours d'eau pente <7%
14-06	MONTAPAS (58)	AK 44, 48, 49, 26		3,01				3,01	3,01	
14-07	MONT ET MARRE (58)	A46, YA1	14-07-1	4,55				4,55	4,55	

N° parcelle	Commune parcelle	Réf. cadastrales	Point référence	Aptitudes				Surf. tot.	SPE	Cause d'exclusion
				Surfa ce Apt. 2	Surfa ce Apt. 1B	Surfa ce Apt. 1A	Surfa ce Apt. 0			
15-02	MONTAPAS (58)	ZA 30, A 103, A69	15-02-1		18,51		4,71	23,22	16,51	Habitations + Cours d'eau pente <7%
15-03	MONTAPAS (58)	ZA 10, A 729, 282, 281, 745	15-03-1; 15-03-2	24,33				24,33	24,33	
15-04	MONT ET MARRE (58)	Y 4, A 60, ZA 11					14,99	14,99	0,00	Non conforme ETM
15-05	ROUY (58)	YA 4	15-05-1	18,46				18,46	18,46	

N° parcelle	Commune parcelle	Réf. cadastrales	Point référence	Aptitudes				Surf. tot.	SPE	Cause d'exclusion
				Surfa ce Apt. 2	Surfa ce Apt. 1B	Surfa ce Apt. 1A	Surfa ce Apt. 0			
17-01	CHAMPVERT (58)	A 1774, 1452, 489, 492, 493, 1455, 1454, 490	17-01-1; 17-01-2		36,49		8,18	44,67	36,49	Habitations + Cours d'eau pente <7% + Puits pente <7%
17-02	CHAMPVERT (58)	A 625, 629, 619	17-02-1	17,16			1,93	19,09	17,16	Cours d'eau pente <7% + Puits pente <7% + Habitations
17-03	CHAMPVERT (58)	B 282, 415, 413, 274, 267	17-03-1; 17-03-2	36,69			9,44	46,13	36,69	Cours d'eau pente <7% + Habitations
17-04	CHAMPVERT (58)	B 279	17-04-1				11,99	11,99	0,00	pH trop faible

Commune parcelle	Réf. cadastrales	Point référence	Aptitudes				Surf. tot.	SPE	Cause d'exclusion
			Surfa ce Apt. 2	Surfa ce Apt. 1B	Surfa ce Apt. 1A	Surfa ce Apt. 0			
CHAMPVERT (58)	B 165, 184, 162, 163, 155, 153, 156, 116, 157, 158, 159, 117, 120, 345, 346, 311, 126, 337	18-06-1; 18-06-2	32,59			13,26	45,85	32,59	Cours d'eau pente <7% + Habitations + Puits pente <7%
CHAMPVERT (58)	b 429, 432, 408, 216	18-07-1	11,43			9,71	21,14	11,43	Cours d'eau pente <7% + Habitations + Puits pente <7%

Commune parcelle	Réf. cadastrales	Point référence	Aptitudes				Surf. tot.	SPE	Cause d'exclusion
			Surfa ce Apt. 2	Surfa ce Apt. 1B	Surfa ce Apt. 1A	Surfa ce Apt. 0			
VERNEUIL (58)	A 604, 615, 612, 609, 608, 607, 606	19-01-1	16,54			2,46	19,00	16,54	Cours d'eau pente <7% + Habitations
VERNEUIL (58)	A 631					2,80	2,80	0,00	Cours d'eau pente <7%
VERNEUIL (58)	A 634	19-02B-1	3,00				3,00	3,00	
VILLE LANGY (58)	D 74	19-19-1	8,40				8,40	8,40	
VILLE LANGY (58)	H 87, 89		5,23			0,47	5,70	5,23	Cours d'eau pente <7%
VERNEUIL (58)	A 407		6,46			0,54	7,00	6,46	Cours d'eau pente <7%
CERCY LA TOUR (58)	K 29	19-25-1	5,50				5,50	5,50	

N° parcelle	Commune parcelle	Réf. cadastrales	Point référence	Aptitudes				Surf. tot.	SPE	Cause d'exclusion
				Surfa ce Apt. 2	Surfa ce Apt. 1B	Surfa ce Apt. 1A	Surfa ce Apt. 0			
20-03A	VERNEUIL (58)	A 388, 389	20-03A-1	7,62			0,92	8,54	7,62	Cours d'eau pente <7%
20-03B	VERNEUIL (58)	A 414		5,61				5,61	5,61	
20-04	VERNEUIL (58)	A 410		2,57			0,57	3,14	2,57	Habitations
20-05A	VERNEUIL (58)	A 268, 331		3,99			0,49	4,48	3,99	Habitations
20-05B	VERNEUIL (58)	A 268, 331		4,07			1,45	5,52	4,07	Habitations
20-05C	VERNEUIL (58)	A 973	20-05C-1	5,52			0,07	5,59	5,52	Habitations
20-05D	VERNEUIL (58)	A 378	20-05D-1	7,61				7,61	7,61	
20-05E	VERNEUIL (58)	A 114		4,04			2,02	6,06	4,04	Habitations
20-05F	VERNEUIL (58)	A 364, 986, 973	20-05F-1; 20-05F-2		18,91		10,30	29,21	18,91	Habitations + Cours d'eau pente <7%
20-06A	VERNEUIL (58)	A 48	20-06A-1	4,06			1,68	5,74	4,06	Habitations
20-06B	VERNEUIL (58)	A 48, 172, 171		3,07			0,07	3,14	3,07	Cours d'eau pente <7%
20-06C	VERNEUIL (58)	A 171, 174		1,48			2,60	4,08	1,48	Habitations + Cours d'eau pente <7%
20-06D	VERNEUIL (58)	A 175		1,84			2,01	3,85	1,84	Habitations
20-07	VERNEUIL (58)	A 1088					2,88	2,88	0,00	Habitations
20-08	VERNEUIL (58)	A 49		5,35			0,82	6,17	5,35	Cours d'eau pente <7%
20-13A	VERNEUIL (58)	A 977		5,56			0,07	5,63	5,56	Cours d'eau pente <7%
20-13B	VERNEUIL (58)	A 375	20-13B-1		4,23		2,11	6,34	4,23	Cours d'eau pente <7% + Habitations
20-14A	CHAMPVERT (58)	A 591, 785, 590, 565, 564, 563, 589, 588, 587	20-14A-1				19,51	19,51	0,00	Captage AEP
20-14B	CHAMPVERT (58)	A 566					4,17	4,17	0,00	Captage AEP
20-15A	CHAMPVERT (58)	A 644, 643, 642, 640, 639, 636		5,91				5,91	5,91	
20-15B	CHAMPVERT (58)	A 647, 1260, 645, 646, 615	20-15B-1	10,73			0,77	11,50	10,73	Habitations
20-15C	CHAMPVERT (58)	A 612, 611, 610, 609	20-15C-1	8,21			1,79	10,00	8,21	Habitations + Cours d'eau
20-15D	CHAMPVERT (58)	A 613, 614, 615, 616	20-15D-1	6,29			1,97	8,26	6,29	pente <7% Cours d'eau pente <7%
20-15E	CHAMPVERT (58)	A 592, 596, 599, 593, 594, 595, 596, 597, 601, 1022, 678, 603, 604, 602	20-15E-1		15,10		4,90	20,00	15,10	Habitations + Cours d'eau pente <7%
20-16	VERNEUIL (58)	A 747, 749, 923, 761	20-16-1	8,27			6,38	14,65	8,27	Habitations + Cours d'eau pente <7%
20-17	CERCY LA TOUR (58)	K 68	20-17-1	5,01			0,11	5,12	5,01	Cours d'eau pente <7%
20-18	CHAMPVERT (58)	A 586					1,39	1,39	0,00	Captage AEP
20-19	CHAMPVERT (58)	A 900, 898, 902	20-19-1		8,95		0,16	9,11	8,95	Cours d'eau pente <7%
20-20A	CHAMPVERT (58)	A 523, 524, 526, 527, 529, 530, 531, 532	20-20A-1				7,24	7,24	0,00	Captage
20-20B	CHAMPVERT (58)	A 538, 539, 537					3,77	3,77	0,00	Captage AEP
20-20C	CHAMPVERT (58)	A 535, 534					3,25	3,25	0,00	Captage AEP
20-20D	CHAMPVERT (58)	A 511, 507, 506, 503, 505, 504					3,11	3,11	0,00	Captage AEP
20-21	CHAMPVERT (58)	A 488, 486, 487					3,68	3,68	0,00	Captage AEP

20-28	CHAMPVERT (58)	A 297		5,67				5,67	5,67	
20-31	CHAMPVERT (58)	A 298	20-31-1				4,62	4,62	0,00	Cours d'eau pente <7%
20-35	CHAMPVERT (58)	A 873		3,11			0,27	3,38	3,11	Habitations
20-39	THIANGES (58)	B 200, 199, 196, 192, 193, 194, 195, 196, 197	20-39-1				6,27	6,27	0,00	Cours d'eau pente <7% + Habitations
20-40	THIANGES (58)	B 247					4,71	4,71	0,00	Habitations
20-41	CHAMPVERT (58)	A 344, 348, 349, 356, 354	20-41-2; 20-41-1	28,43			5,20	33,63	28,43	Habitations
20-42	CHAMPVERT (58)	A 632, 633, 634, 635, 636, 637	20-42-1	3,54				3,54	3,54	

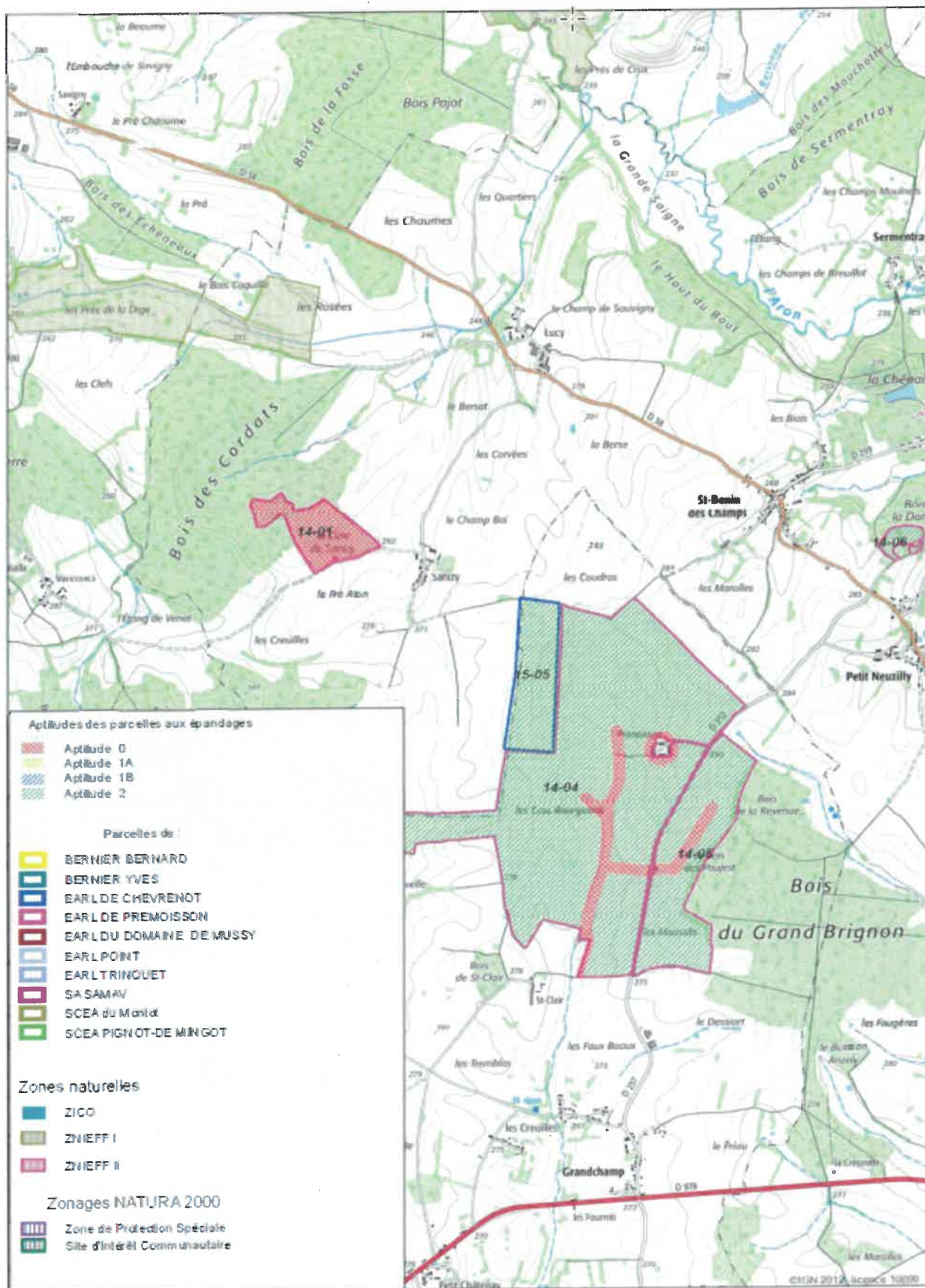
				Aptitudes						
N° parcelle	Commune parcelle	Réf. cadastrales	Point référence	Surface Apt. 2	Surface Apt. 1B	Surface Apt. 1A	Surface Apt. 0	Surf. tot.	SPE	Cause d'exclusion
22-01	DRUY PARIGNY (58)	C 334, 821	22-01-1			12,16	1,28	13,44	12,16	Habitations
22-02	DRUY PARIGNY (58)	D 67	22-02-1			13,13	0,87	14,00	13,13	Habitations
22-03	DRUY PARIGNY (58)	D 9				7,58		7,58	7,58	
22-04	DRUY PARIGNY (58)	C 502, 374, 360, 375, 572	22-04-1	19,17			3,43	22,60	19,17	Habitations

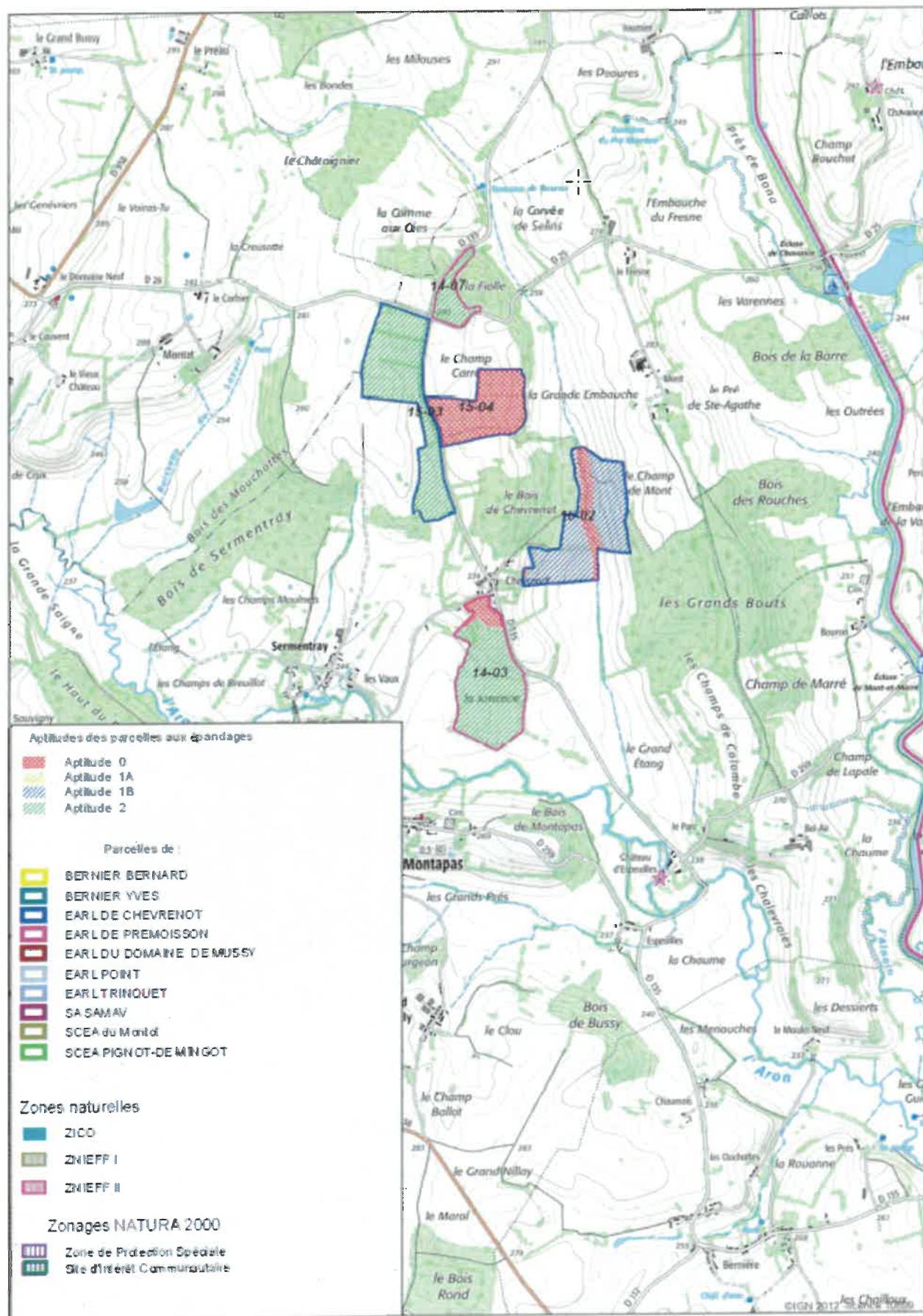
				Aptitudes						
N° parcelle	Commune parcelle	Réf. cadastrales	Point référence	Surface Apt. 2	Surface Apt. 1B	Surface Apt. 1A	Surface Apt. 0	Surf. tot.	SPE	Cause d'exclusion
24-01	THIANGES (58)	B 124	24-01-1		3,47		2,18	5,65	3,47	Cours d'eau pente <7% + Habitations
24-02	THIANGES (58)	B 112, 420, 153, 82, 422, 93, 154, 151, 149, 150, 83	24-02-1		20,07		25,63	45,70	20,07	Habitations + Cours d'eau pente <7% + Puits pente <7%
24-04	THIANGES (58)	B 102, 103, 398					5,00	5,00	0,00	Habitations
24-05	VILLE LANGY (58)	E 61, 55, 56, 57, 74, 60, 25, 59, 49	24-05-1		53,02		7,75	60,77	53,02	Habitations + Cours d'eau pente <7%
24-06	VILLE LANGY (58)	E 81, 83, 75, 84, 77, 82, 73,	24-06-1		22,28		1,52	23,80	22,28	Habitations

L'ensemble de ces exploitations représente :

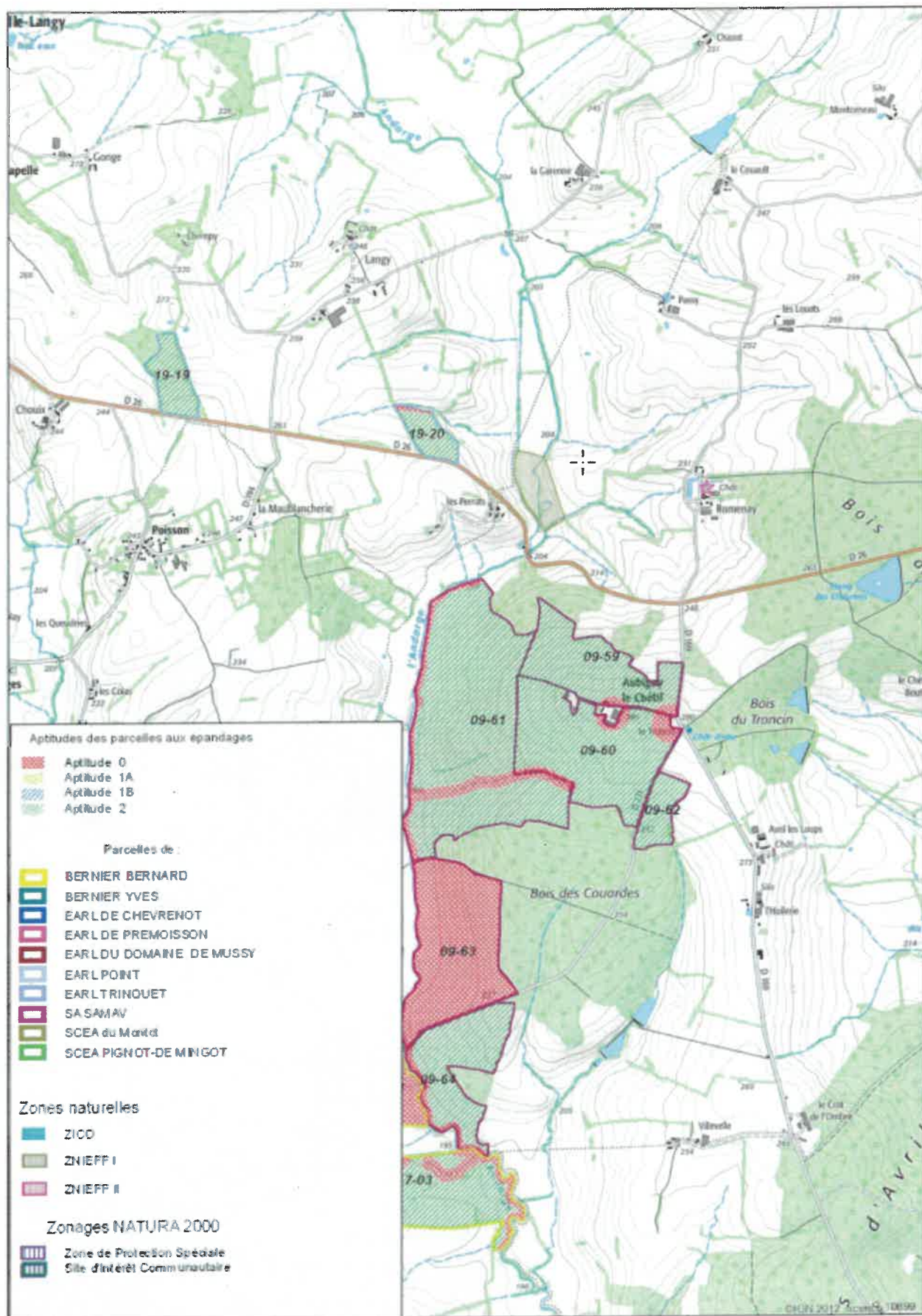
Désignation	Nbre parc.	Surface (ha)
Surface exploitée	87	1 610,06
Surface d'aptitude 0	73	466,76
Surface d'aptitude 1A	3	32,87
Surface d'aptitude 1B	10	201,03
Surface d'aptitude 2	52	667,36
Surface totale épanable	87	1 121,28

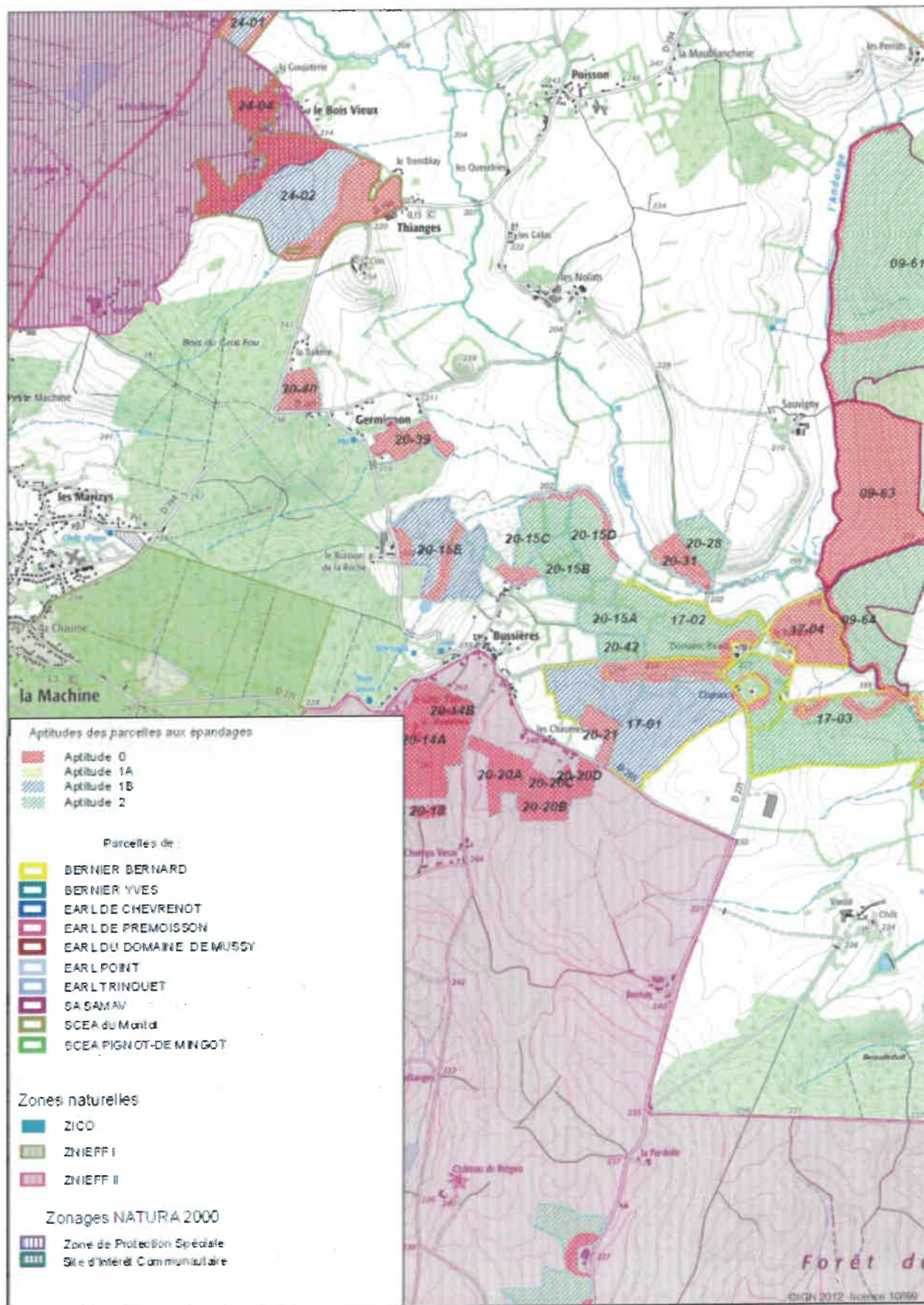
ANNEXE 2 : CARTOGRAPHIE DU PLAN D'ÉPANDAGE

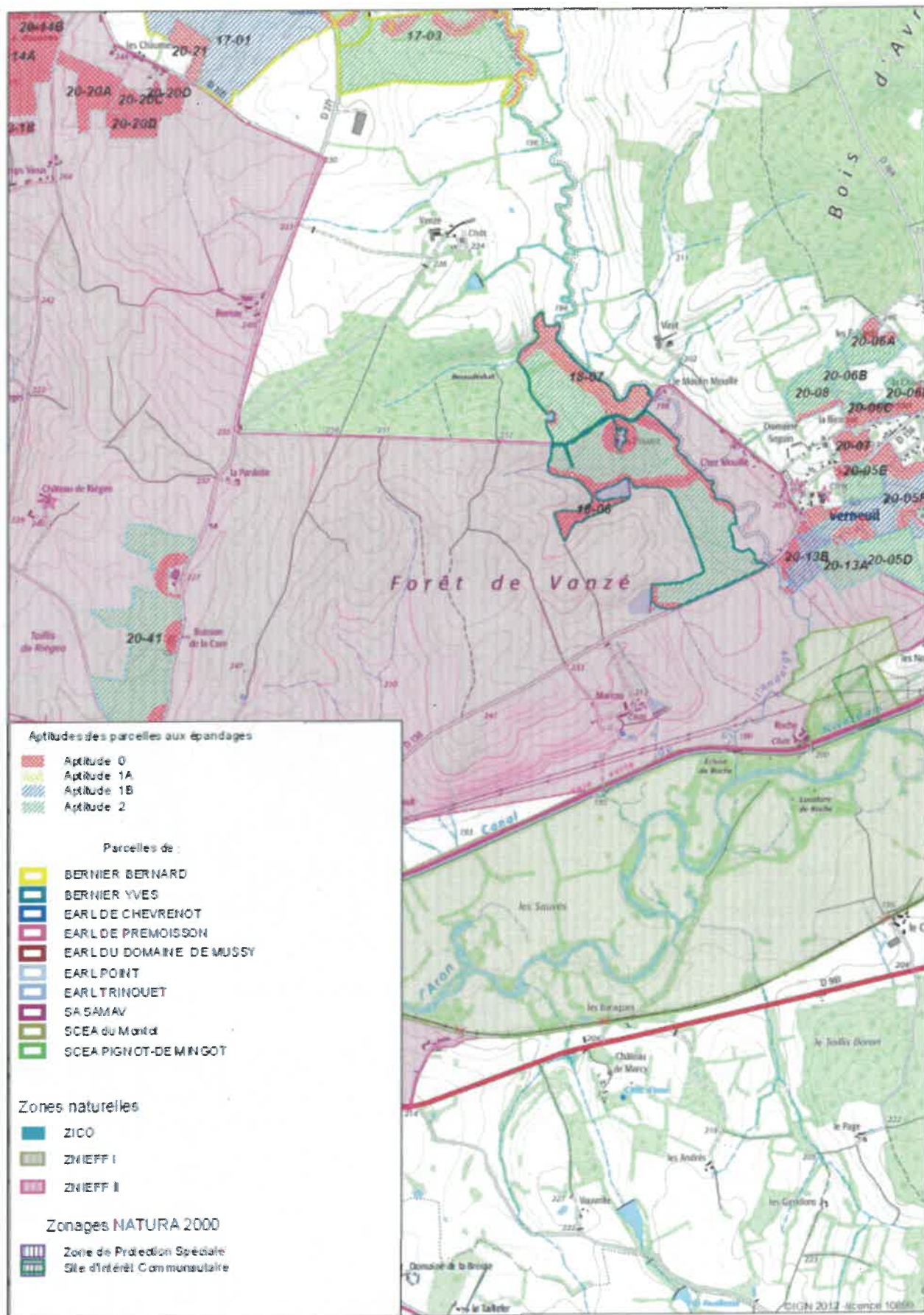












19/23

